

IL FAUT SORTIR DU TRAITÉ DE LISBONNE !



Jean-Luc MÉLENCHON

Député Européen, président
du Parti de Gauche

«Un gouvernement du Front de Gauche ne se laisserait pas intimider par les banques. Nous pouvons, sans violer aucun accord international, nationaliser les banques non mutualistes de ce pays. Il ne paniquerait pas devant la baisse de l'euro. Car celle-ci profite à nos exportations et donc à l'emploi. Quant aux déficits et au pseudo trou des retraites, si l'on taxait les revenus du capital autant que ceux du travail cela rapporterait plus de 100 milliards !»

Sarkozy vient d'annoncer un nouveau tour de vis dans la protection sociale, les retraites et les services publics. Cette politique, menée aujourd'hui dans toute l'Europe du traité de Lisbonne, aggrave la crise et la fait payer à ceux qui n'en sont pas responsables.

LA FINANCE A FAIT PSCHITT

Il y a deux ans, avec la crise des subprimes, éclatait la bulle de spéculation accumulée par la finance. Cette économie casino assise sur des montagnes de papier sans rapport avec les richesses réellement produites menaçait de faire faillite. Les gouvernements ont alors dégagé des sommes colossales pour «sauver les banques». Les Etats ont injecté des milliards et des milliards mais ils n'ont mis en œuvre aucune réforme pour encadrer les marchés financiers. Depuis le début de la crise, ceux-ci n'ont pas cessé un instant de spéculer !

LES GOUVERNEMENTS AUX ORDRES DES BANQUES

Il y a quelque mois, la finance internationale a ainsi décidé de spéculer contre la dette grecque. En quelques jours les taux d'intérêt imposés à ce pays ont atteint des niveaux que rien ne justifie.

Plutôt que de leur briser les reins, l'Union Européenne a donné raison aux spéculateurs. Elle a tenu les Grecs pour responsables alors qu'ils sont les victimes. Plutôt que de riposter face aux attaques des banques, le premier ministre grec, par ailleurs président de l'Internationale socialiste, a choisi de faire payer la facture à son peuple en lui imposant un programme d'austérité d'une violence inouïe : hausse de 2% de la TVA, baisse des salaires, licenciements facilités, recul de l'âge de départ en retraite...

L'Union Européenne a chargé le FMI de vérifier la mise en œuvre de ce plan. Elle a livré les Grecs à cette institution qui a saigné tous les peuples qui sont passés entre ses mains, provoquant d'immenses catastrophes sociales et économiques. L'Union Européenne a montré que son problème n'était pas de protéger les peuples mais de protéger les banques et de satisfaire les marchés financiers.

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Le traité de Lisbonne interdit à la Banque Centrale de prêter de l'argent aux Etats. Il suffirait de remettre en cause ce traité pour que la Grèce puisse emprunter à 1%, au même taux que les banques qui s'engraissent aujourd'hui sur son dos.
- Le FMI a inscrit dans ses propres prévisions que le plan d'austérité qu'il a imposé à la Grèce entraînera une gigantesque récession pendant plusieurs années avec une très forte hausse du chômage.
- Jusqu'ici, la France a mieux résisté à la crise grâce à des services publics et une protection sociale plus développés qu'ailleurs. Or c'est justement à ces atouts que le gouvernement s'attaque aujourd'hui !

LE BOBARD DU TRAITE DE LISBONNE

Le 29 mai 2005, le peuple français a rejeté le projet de Constitution européenne. Les dirigeants politiques européens et français (la droite mais hélas aussi les députés PS) ont piétiné la volonté du peuple et adopté un remake de la Constitution européenne, le traité de Lisbonne. Ils ont refusé de respecter le vote des citoyens, au motif que le «non» provoquerait une crise en Europe ... et ils ont continué la politique en faveur des banques qui, elle, a provoqué la crise pour de bon!

On nous disait : avec le traité de Lisbonne, vous aurez l'Europe qui protège...

Aujourd'hui ce mensonge éclate aux yeux de tous ! Le traité de Lisbonne interdit d'aider un Etat de la zone euro en difficulté.

Il empêche de bloquer les flux financiers spéculatifs qui déstabilisent nos économies.

Il s'oppose aux politiques de relance et le bouclier social qui sont indispensables face à la crise au niveau européen comme au niveau national.

On nous disait : avec le traité de Lisbonne, l'Europe retrouvera les moyens d'agir...

La réalité que nous avons sous les yeux prouve le contraire. Qui connaît ce fameux président de l'Union censé donner un visage et une voix à l'Europe ? Jamais les institutions européennes, prisonnières de l'idéologie néolibérale des traités européens, n'auront été à ce point impuissantes. Et jamais elles n'auront autant assumé leur caractère anti-démocratique : la Commission Européenne, non élue, prétend désormais avoir un droit de regard sur le budget des Etats-membres !

Assez de mensonges et de phrases creuses ! Pour que le grand nombre puisse vivre bien, il est plus que temps de mettre hors d'état de nuire la petite minorité de financiers qui font la pluie et le beau temps dans l'Union Européenne et dans le monde. **Pour sortir de la crise, il est urgent de sortir du traité de Lisbonne.**

www.lepartidegauche.fr

www.lateledegauche.fr



Nom..... Prénom.....

Adresse

CP.....Ville Tél Email

- Je soutiens les actions du Parti de Gauche
- Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche
- Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche
- Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche

À retourner à :



63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr